

# La véritable orientation du NFP, de LFI et de JLM

mercredi 28 août 2024, par [Jacques COTTA](#)

Le **Président de la république** a donc refusé de nommer **Lucie Castets**, candidate du NFP, au poste de premier ministre. Ce faisant il est dans son bon droit. Celui que lui accorde les institutions bonapartistes antidémocratiques de la 5e république qui soumet toute décision à la volonté du monarque. De ce côté là donc, pas grand chose de surprenant.

Par contre la réaction du **NFP**, de **LFI** et de **JLM** sont étonnantes, tellement elles sont explicites.

> **En apparence**, la « gauche » — toutes les composantes du NFP réunies— réclame « le respect de la démocratie » et continue de s'arc-bouter sur la nomination de Castets par Macron. L'expression « le programme, tout le programme, rien que le programme » a laissé place à « notre première ministre, que notre première ministre, rien que notre première ministre ».

Ainsi, c'est sur le cadre institutionnel que « la gauche » mène bataille. Il s'agit donc de s'inscrire dans le carcan de la 5e république et d'exiger du chef de l'état « un peu de raison » pour sauver ce qui peut l'être en nommant Castets premier ministre au plus vite.

Le voeu de la gauche a déjà été exprimé par les leaders du PS, de LFI, du PCF et des verts, s'engager dans une nouvelle forme de cohabitation au plus vite...

> **En réalité**, tout cela respire la magouille et les arrières pensées, notamment en vue d'une nouvelle dissolution —il faut attendre un an— et des prochaines présidentielles où déjà, de JLM à Glucksmann en passant par quelques autres, ils sont nombreux à se rêver monarque à la place du monarque....

Cela au détriment des besoins immédiats de quelques millions de nos concitoyens et de la Nation elle-même.

Au lieu d'ergoter sur Castets et le sauvetage de la 5e république, ne serait-il pas plus judicieux d'affirmer :

> Macron refuse une nomination au nom de la stabilité des institutions. Fort bien, qu'il se débrouille dans la crise qu'il a ouverte.

> Ce qui compte ce sont quelques mesures immédiates, quel que soit le premier ministre : abrogation de la réforme scolaire à la veille de la rentrée, mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux de proximité notamment, abrogation de la réforme des retraites, pas touche aux allocations chômage, rattrapage de l'inflation.

En appeler aux Français est une bonne chose. Mais pourquoi ? Les institutions et l'avenir de quelques chéfaillons important peu et n'intéressent que les principaux intéressés.

Les conditions de vie, matérielles et morales, l'avenir de la Nation, voilà un autre enjeu ! C'est cela qui devrait compter et c'est cela qui est délaissé.

**Jacques Cotta**  
**le 28 août 2024**